ELECTIONS LEGISLATIVES du 23 Novembre 1958

4me CIRCONSCRIPTION — Département de Seine-Maritime

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ELECTRICES, ÉLECTEURS,

Notre parti soumet à vos suffrages pour le scrutin du 23 Novembre, la candidature de



Germaine PICAN

Déportée a Auschwitz - Veuve de Fusillé
Titulaire de la Carte de Déporté - Interné - Résistant
Titulaire de la Carte de Combattant Volontaire de la Résistance
Titulaire de la Carte du Combattant
Homologuée Adjudant au titre de la Résistance Intérieure Française
Médaille de la Résistance
Institutrice Honoraire
Ancien Conseiller de la République
Membre du Comité Fédéral du P. C. F.

Nous sommes persuadés que vous lui accorderez votre confiance, car il est hors de doute que chacun, à l'heure actuelle, souhaite un profond changement de politique

L'ENJEU DES ELECTIONS

Le coût de la vie ne cesse d'augmenter.

La crise économique menace. — De nombreuses réductions d'horaire, le chômage frappent déjà les travailleurs et principalement ceux du textile de nos vallées du Cailly et de l'Austreberthe. Les usines Quesnel, au Houlme ; Gillet-Thaon, Gresland, à Bondeville ; Gaillard, à Pavilly, ne font plus que 32 heures par semaine, créant une baisse de salaire de 1.400 francs à 1.500 francs, soit environ 5 à 6.000 francs par mois. Et ce ne sont que quelques exemples. Mais la crise atteint aussi d'autres secteurs. A l'Oyonnithe, à Monville, ce sont les ouvriers âgés de 65 ans et 18 femmes qui sont touchés par les licenciements. Au Paulu, Claret-Normandie, qui fabrique des moteurs électriques pour machines à laver, réduit ses horaires également. L'usine de Villers-Ecalles, qui occupait 230 ouvriers, est menacée de fermeture.

Le Marché Commun, qui entrera en vigueur en janvier 1959, accentuera encore cette situation, avec la concurrence étrangère et l'augmentation autorisée de 20 % des importations.

Avec la hausse des loyers, les impôts et autres charges, *c'est la misère grandissante, de nouvelles et douloureuses privations dans de nombreux foyers.*

Mais une autre question importante préoccupe les familles.

C'est **la Guerre d'Algérie.** - Certains avaient pensé, avec le référendum, que la fin en était proche. Or, la guerre continue plus âpre et plus meurtrière chaque jour. Des dizaines de jeunes soldats de notre circonscription, à Monville, Villers-Ecalles, Déville, Maromme sont tombés dans les combats. Plus que jamais, le Parti Communiste reste convaincu que la négociation demeure possible.

Le Parti Communiste **considère que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère, du colonialisme et de la guerre et que la seule solution complète de ces problèmes, c'est le Socialisme**

Par la socialisation des grands moyens de production et d'échange, le socialisme met fin à l'exploitation du travail d'autrui, il supprime pour toujours les causes de crises économiques et des guerres, il donne à l'humanité la complète jouissance des richesses de la nature du travail et de la science.

Cependant, il est possible dès maintenant de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la Nation.

Depuis 10 ans, la production par ouvrier a augmenté de 40 %, apportant au grand patronat des profits fabuleux.

Les patrons, entre autres De Ménibus, Gillet-Thaon, Badin, les Papeteries Aubry, la Compagnie des Tubes de Normandie, qui modernisent, agrandissent leurs entreprises, peuvent donc payer les frais d'une politique de progrès social.

Depuis 10 ans, de l'Indochine à l'Algérie, les guerres coloniales ont ruiné le budget de la France et empêché tout progrès. (1.560 milliards sont prévus pour le budget de guerre 1959, soit 230 milliards d'augmentation sur 1958).

L'urgence d'une négociation en Algérie n'est plus à démontrer. Une véritable politique de paix, de détente internationale, de désarmement s'impose plus que jamais.

Vous jugerez les partis et les candidats sur leurs actes et non sur leurs promesses

Le 23 novembre, dans le cadre d'une Constitution rétrograde et autoritaire, assortie d'une loi électorale injuste, neuf candidats solliciteront vos suffrages dans la 4me circonscription.

André MARIE, qui porte une lourde responsabilité dans la politique catastrophique menée depuis dix ans et qui a porté de graves atteintes aux institutions républicaines, ne pourra pas obtenir votre confiance.

Sa politique sociale se résume ainsi :

Il a voté contre la suppression des abattements de zone

contre le relèvement de l'allocation chômage ;

contre la majoration de l'allocation des Vieux ;

contre l'augmentation des crédits pour l'équipement rural ;

contre l'application de l'échelle mobile aux ouvriers agricoles.

Sa politique scolaire reste marquée par les subventions aux écoles libres (Loi Marie-Barangé), qui pour la première fois, porta atteinte aux victoires acquises en 1886 par les républicains et le mouvement ouvrier ainsi qu'au principe fondamental de la Constitution de 1946, qui déclarait : « La France est une République indivisible, laïque, démocratique ».

Pendant ce temps, à Monville comme ailleurs, l'insuffisance de crédits ne permet pas les constructions nouvelles qu'exige l'accroissement du nombre des écoliers.

Sa politique de guerre nous a valu le réarmement de l'Allemagne, l'expédition de Suez, l'aggravation de la guerre d'Algérie.

Il poursuivra, en l'aggravant, la politique qu'il a pratiquée dans le passé.

— Les électeurs socialistes comprendront mal que Raymond BRÉTÉCHÉ ait accepté d'être le candidat officiel de Guy MOLLET, qui, reniant ses promesses du 2 janvier 1956, a poursuivi la politique de la réaction et siège maintenant dans le Gouvernement avec les hommes du grand capital : PINAY et PFLIMLIN.

— Si nous dénonçons par ailleurs DUBOC, BRAJEUX, LAURENT comme les candidats de la réaction et des patrons, nous devons dire aussi qu'**aucun candidat se réclamant de la gauche ne pourra prétendre réaliser le programme qu'il vous soumet, s'il persiste à ne pas vouloir rejeter résolument l'exclusive anti-communiste qui a fait tant de mal à notre pays. Les Français doivent déplorer que notre Parti ait toujours été écarté de la direction des affaires du pays depuis 1947, alors que près de 6 millions d'électeurs lui font régulièrement confiance.**

L'expérience montre, au contraire, que le Parti Communiste a joué un rôle déterminant dans toutes les conquêtes sociales, chaque fois qu'il a participé ou apporté son soutien à un Gouvernement agissant en faveur des travailleurs.

AUCUNE CONQUETE N'A ETE ACQUISE **sans le P.C.F.**

C'est vrai pour celles de 1936 (semaine de 40 heures, congés payés, conventions collectives, Office du blé) ;

C'est vrai pour celles de la Libération (Sécurité Sociale, Retraite Vieillesse) ;

C'est vrai pour celles de janvier 1956 (extension à trois semaines de congés payés, création du Fonds National de Solidarité Vieillesse).

Ne portant aucune responsabilité dans la politique menée ces dernières années, le Parti Communiste est le seul à présenter un programme concret pour un véritable renouveau.

NOTRE PROGRAMME

1 RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales. Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise, menacés par les monopoles.

2 PAIX EN ALGERIE par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

3 POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX, fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

4 REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin :

— de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française ;

— de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

5 GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

6 RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RENOVÉE :

— par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution ;

— par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques : liberté d'opinion, libertés syndicales, libertés de la presse et de réunion ;

— par le contrôle du peuple sur ses élus ;

— par une large autonomie communale et départementale.

Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

Pour barrer la route à la réaction ; pour réaliser cette politique conforme aux aspirations de notre peuple et aux intérêts de la Nation ; pour assurer la présence à l'Assemblée Nationale d'un Groupe Communiste **important** et lui donner l'autorité de millions de voix ;

Pour la victoire de la République ;

Pour l'avenir de la France,

Votez et faites voter pour le candidat du Parti Communiste Français !

VOTEZ nombreux pour Germaine PICAN

GERMAINE PICAN, dont le nom évoque le passé glorieux de la Résistance, veuve du grand héros André Pican, secrétaire clandestin du Parti Communiste Français sous l'occupation, valeureux organisateur de la Résistance dans notre région, fusillé par les Allemands, le 23 mai 1942, au Mont-Valérien.

GERMAINE PICAN, femme d'un courage exceptionnel, d'un dévouement exemplaire, eut une conduite remarquable dans les camps de concentration.

Ce dévouement, ce courage de véritable militante communiste pleine d'abnégation, on les retrouve dans l'incessante activité que mène GERMAINE PICAN au service des travailleurs et des travailleuses et de toute la population des vallées industrielles.

Toujours sur la brèche, on la trouve partout où s'impose la lutte ouvrière pour de meilleures conditions de vie.

On se souvient de l'aide appréciable qu'elle apporta aux familles des grévistes par l'obtention de secours dans les municipalités, depuis Bapeaume, Déville jusqu'à Fontaine-le-Bourg et Cardonville, lors des grandes journées revendicatives de 1953.

Durement frappée dans sa chair et dans son affection, du fait de la guerre contre l'hitlérisme, cette admirable mère de famille, qui connaît mieux que quiconque le prix de la liberté et de la paix, défendra le programme et la politique du Parti Communiste Français dans la 4e circonscription.

Avec son suppléant Lucien LERAT

OUVRIER DU BATIMENT - MILITANT SYNDICALISTE
SECRÉTAIRE DE LA SECTION DU P. C. F. PAVILLY-BARENTIN

La population de la 4e Circonscription peut être assurée qu'avec ces deux Communistes aucune compromission n'est à craindre, mais au contraire, qu'ils s'attacheront à défendre avec une fermeté résolue le programme de Progrès Social et de Paix qu'ils vous soumettent, ayant le souci constant de servir les intérêts du peuple et de la France.

LE 23 NOVEMBRE, VOTEZ EN MASSE POUR

Germaine PICAN et Lucien LERAT, *Suppléant*

Candidat

Vu : LE CANDIDAT.

Imprimerie Féré, Maromme.